

Remettre l'Europe sur de bons rails

[EDOUARD TETREAU \(HTTP://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=21810\)](http://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=21810) / Associé-gérant de Mediafin | Le 24/06 à 17:50



Remettre l'Europe sur de bons rails

Il faut resserrer les rangs entre les pays membres qui veulent continuer le projet européen. Constituons un noyau dur acceptant une souveraineté fiscale, budgétaire et militaire.

Les Européens peuvent dire merci à Boris Johnson parce qu'il nous donne une occasion historique de remettre l'Europe sur les bons rails. Et de nous enrichir significativement.

Comment y arriver ?

D'abord, clarifier la situation institutionnelle et bureaucratique. Depuis vendredi, la Grande-Bretagne se trouve de facto, et bientôt de jure, hors du jeu et du marché européens. Les conséquences concrètes vont se faire jour à Strasbourg et à Bruxelles : les Britanniques députés du Parlement, les membres et fonctionnaires de la Commission européenne n'ont plus rien à y faire. Les pouvoirs exécutifs et législatifs européens, pour bien fonctionner, doivent représenter l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui,

c'est-à-dire continentale. Et ce, sans attendre le déclenchement de l'article 50 du Traité de Lisbonne. Sorry, guys, mais pas de « muddle through ». Pas d'oreilles qui traînent ni de double jeu aux tables où vont se dessiner les fondations de la nouvelle Union européenne.

Ensuite, resserrer les rangs entre ceux des pays membres qui veulent continuer d'avancer le projet européen et qui, contrairement à MM. Johnson, Farage, Le Pen, Mélenchon, refusent le retour à l'Europe d'avant : celle des guerres. Trois pays, représentant près de 60 % du PIB de la nouvelle Union européenne, ont cette vocation depuis toujours et vont avoir la responsabilité d'écrire le nouveau projet européen avant de le proposer aux autres : l'Allemagne, l'Italie et la France.

Quel projet ? Le Brexit nous a montré les limites et même les fautes de l'Europe de Bruxelles : une Europe bureaucratique qui a oublié son principe originel de subsidiarité, et se mêle d'édicter des règles hors-sol sur nos vies quotidiennes, tout en oubliant de construire des infrastructures d'énergie, de défense et de sécurité communes. Une Europe trop vite élargie - du fait de l'influence britannique - et qui a intégré en son sein des pays corrompus, falsificateurs de comptes publics et qui n'ont rien à y faire. Une Europe, qui a réussi l'exploit de se fâcher avec la Russie voisine, ayant épousé à l'excès un certain agenda néo-conservateur qui n'est pas le nôtre. Cette Europe a vécu. Il faut construire et assumer une Europe à deux vitesses. Un noyau dur, une « première division », qui veut avancer un projet politique, partager davantage de souveraineté budgétaire, fiscale, militaire - et ainsi continuer d'avoir accès aux capacités de financement qu'offre la BCE. Et une seconde division, qui ne s'intéresse qu'au marché commun.

« Now that you are a fact, we shall deal with you », disait cyniquement l'ambassadeur britannique à Jean Monnet en 1952, intrigué de voir revenir à la table de la CECA le représentant d'un pays qui avait tout fait pour la torpiller. A notre tour de « dealer » avec la Grande-Bretagne, et cette place off-shore, hors du marché européen, qu'est devenue la City de Londres. Il ne faudra humilier personne et éviter toute forme de guerre commerciale. Mais, dans le divorce qui vient de se dérouler, l'un a choisi de partir - la Grande-Bretagne. L'autre, qui n'avait rien demandé, reste, et est en charge du bien commun. L'Europe continentale ne pourra pas exister comme **marché efficient** (http://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_marche_efficient.html#xtor=SEC-3168), comme économie prospère et ensemble de nations souveraines, si elle consent à se financer off-shore comme un mafieux. Le centre financier des Etats-Unis est à New York, pas à Nassau (Bahamas). De même, la nouvelle Union européenne se donnera les moyens de relocaliser son centre financier sur son territoire. Pas dans les parages de MM. Boris Johnson et Nigel Farage. Dans cette relocalisation, la France, l'Italie et l'Allemagne, avec Paris, Milan et Francfort, ont une carte exceptionnelle à jouer. Il va revenir à Valérie Pécresse, à Anne Hidalgo et à un futur président de la République en 2017 qui, lui, « aimera la finance » et les emplois à forte **valeur ajoutée**

(http://www.lesechos.fr/finance-marches/vernimmen/definition_valeur-ajoutee.html#xtor=SEC-3168), à Paris plutôt qu'à Londres, de créer les conditions fiscales pour une telle relocalisation. Quelque chose qui serait comme une zone franche pour le Grand Paris. Une zone affranchie de fiscalité punitive, de code du travail assassin et de syndicalistes casseurs.

([javascript:void\(0\);](javascript:;))